

## Un 3<sup>ème</sup> mandat ? Pour défaire quoi ?

Cela n'a surpris personne, mais c'est désormais officiel : Delphine Ernotte est pour la 2<sup>ème</sup> fois candidate à sa propre succession.

Elle souhaite se représenter afin, en toute modestie, « de réconcilier la société française ! ». Ce sont ses propres termes et à ce niveau d'ambition, on en viendrait presque à se demander si madame Ernotte ne vise pas le prix Nobel de la paix en plus de la présidence de France Télévisions, car lorsque l'on prétend vouloir continuer, il faut accepter d'être confronté à son bilan. Et en 10 ans, ce n'est guère brillant.

Socialement, c'est un carnage. Après un plan de départ volontaire qui a laissé des traces, chacun peut mesurer à quel point le « travailler plus, pour gagner moins » est devenu la norme dans l'entreprise. Et encore, c'est un privilège réservé à ceux dont le poste ou le métier n'a pas été rayé d'un trait de plume avec comme seule échappatoire possible, accepter l'inacceptable ou prendre la porte d'une manière ou d'une autre sans passer par la case « pot de départ » tellement la simple évocation de France Télévisions leur est devenu insoutenable.

D'autres se sont vus orientés vers France TV Studio, la filiale bien pratique qui permet de faire du dumping social sans délocalisation. C'est ainsi que nos émissions emblématiques comme Thalassa ou Télématin, dont le statut quasiment iconique a été acquis grâce au travail des salariés du service public, ont été offertes clefs en mains à cette filiale, et sont maintenant fabriquées exclusivement avec du personnel intermittent. Quelle belle reconnaissance pour toutes ces années d'engagement ! Merci madame Ernotte !

Les programmes justement, parlons-en. Après avoir supprimé des émissions phares comme « Le plus Grand Cabaret du monde », ou « Pièce à Conviction », on cherche encore l'émission prestigieuse mise à l'antenne par le couple Sitbon/Ernotte. En revanche, la liste des échecs est disponible sur simple demande à Chat GPT. « The Artiste » avec Nagui, « Hôtel du Temps » de Thierry Ardisson, ou le « Grand Échiquier 2.0 » car quand on n'a pas d'idée on recycle les anciennes. Cette dernière, qui malgré des audiences catastrophiques et un coût exorbitant reste en place. Pourquoi ? Mystère ...

L'info ?

C'est peut-être là le plus retentissant échec de cette décennie. La valse des directeurs, et les motions de défiance en cascade en sont le thermomètre.

A ce propos, qui se souvient de celle à l'encontre de Delphine Ernotte dont la question était extrêmement précise : « *Faites-vous confiance à Delphine Ernotte-Cunci pour préserver la qualité et les moyens de l'information à France Télévisions ?* ». 84% de la rédaction avait voté non !

C'était en 2017, c'était prémonitoire.

8 ans après, quel est le bilan ?

L'arrêt du « Soir 3 » en 2019, et l'estocade finale avec « Tempo » qui a définitivement fait disparaître l'information nationale sur France 3. Maintenant c'est la marque « ICI » qui est en train de balayer les miettes de ce qu'il reste de l'information régionale. Résultat, pour s'informer, c'est exclusivement sur France 2, mais à regarder le 13h ou le 20h, on se demande où est passée la hiérarchie de l'information, digne d'un service public.

« Les vols de cuivres », « les abattages clandestins d'arbres », ouvrent nos éditions alors que dans le même temps, on nous explique que la guerre est à nos portes. Des faits divers, la petite délinquance au quotidien, distillent méthodiquement le sentiment d'insécurité jusque dans le moindre recoin du pays, ce même sentiment qui fait monter l'extrême droite, on le sait, c'est démontré.

Alors à quoi joue t'on en conférence de rédaction ?

L'économie, les sujets politiques ou sur l'international sont relégués en fin d'édition, et encore, quand il y en a. A ce propos, parlons de tous ces sujets dont on ne parle pas.

Le procès Sarkozy ? Service minimum il ne faudrait pas trop se mettre à dos la ministre de la Culture.

L'affaire Bétharram ? 2 semaines de silence avant d'être présente dans une de nos éditions, et que penser de ces documentaires qui prennent la poussière sur des étagères pour ne pas déplaire au pouvoir ? L'année dernière c'était pour cause d'élections européennes qu'on laissait de côté des magazines sur Rachida Dati et Gabriel Attal, un an après les téléspectateurs les attendent toujours. Les armes chimiques en Algérie ? Déprogrammé, pour ne pas froisser notre ministre de l'Intérieur, sans oublier qu'à tout moment il faut faire de la place à notre « section spéciale » prête à dégainer une émission dès que l'actualité l'exige. Ou plutôt, dès que l'Élysée l'exige.

Exemple récent : « L'Europe face à la guerre » le 13 mars dernier.

Coller à l'actualité c'est notre devoir. Mais coller à l'agenda présidentiel, non !

Et la nomination de Nathalie Saint-Cricq à la tête de la rédaction nationale, c'est aussi pour « réconcilier la société française » ?

Oui, « NSC est un problème » tellement sa proximité avec le pouvoir est visible et connue. A chacun de ses éditos, le dérapage est au bout de la ligne très à droite. Le dernier en date, « Les juges ont eu un petit peu la main lourde envers Marine Le Pen ». En quelques mots, elle flingue tout le travail d'une rédaction. On est très loin de la réconciliation.

Mais tout n'est pas noir. Certains voient la vie en rose.

Les producteurs privés par exemple. Les PDG de Mediawan, ou de Banijay sont ravis ! Ils n'ont jamais été aussi riches et puissants. D'ailleurs on apprend par voie de presse qu'ils militent ouvertement pour la reconduction de madame Ernotte. Et pendant ce temps notre couple dirigeant se laisse inviter dans un des plus cher restaurant parisien. Il est vrai que monsieur Capton n'est pas limité à 17€ par repas sur Paris et n'est pas surveillé sur l'utilisation de sa carte Corporate. Le privé c'est la générosité...

Mais soyons honnête, personne ne prétend que diriger une entreprise comme la nôtre est une mission facile, que de résister aux pressions du pouvoir est une formalité, que de faire face à la concurrence est une promenade de santé. Et l'entreprise a trop connu par le passé une succession de dirigeants. La stabilité procure certains avantages, à condition d'exploiter cet atout pour redonner espoir aux salariés.

Or, pour cela la direction en question doit réellement être attachée à la pérennité du périmètre de notre activité et se battre pour le conserver et même l'étendre (*a minima* pour

recupérer ce qui a été perdu !). De ce point de vue, le soutien actif dont a fait preuve notre chère Présidente à l'endroit du projet délétère de holding mené par la ministre Dati est un signal pour le moins négatif.

On dit souvent que pour connaître le futur, il faut observer le passé. Alors, si les 5 ans à venir suivent la même doctrine budgétaire, la même politique salariale et la même soumission au pouvoir, on a le droit d'être inquiet et de se poser la question :

Que restera-t-il de France Télévisions en 2030 ?

Paris, le 29 avril 2025